



HAL
open science

BACHOURA BIOGRAPHIE D'UN QUARTIER EN TRANSITION AU CENTRE DE BEYROUTH

Sophie Brones

► **To cite this version:**

Sophie Brones. BACHOURA BIOGRAPHIE D'UN QUARTIER EN TRANSITION AU CENTRE DE BEYROUTH. *Tempora* (Annales d'Histoire et d'Archéologie, Université Saint-Joseph, Beyrouth), 2012. halshs-02565659

HAL Id: halshs-02565659

<https://shs.hal.science/halshs-02565659>

Submitted on 6 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

BACHOURA

BIOGRAPHIE D'UN QUARTIER EN TRANSITION

AU CENTRE DE BEYROUTH

SOPHIE BRONES*

Vingt ans après le début de la reconstruction de l'ancien centre-ville de Beyrouth sous l'égide de SOLIDERE¹, le quartier voisin de Bachoura vit à son tour de profondes transformations. Aujourd'hui habité par une majorité de résidents chiïtes et une minorité sunnite, il constitue l'un des plus anciens quartiers mixtes de Beyrouth puisqu'il abritait dès les années 1930 aussi bien des chrétiens que des musulmans. Historiquement lié au centre-ville, il fut soumis à de forts combats dès 1958, notamment dans sa partie orientale, en raison de son caractère multiconfessionnel. Il fut aux premières loges des guerres de 1975 à 1990 en raison notamment de sa proximité avec la rue de Damas, l'une des principales lignes de démarcation d'alors. Une partie de sa population fut déplacée et il fut investi par des familles de réfugiés jusqu'en 2004, ce qui explique en partie la préservation de son tissu urbain jusqu'au milieu des années 2000 où il demeurait encore à l'écart des mouvements de spéculation immobilière qui affectaient de manière plus radicale les régions voisines de Monot et Zuqâq al-Blat. Mais il ne semble plus y échapper aujourd'hui : les grands projets qui s'y développent, dont il sera question plus loin, combinent des processus de requalification urbaine de grande ampleur caractéristiques du développement actuel de Beyrouth avec des enjeux d'appropriation symbolique de la part des communautés sunnite et chiïte qui s'y disputent leur autochtonie respective.

* Chercheur associé à l'Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain, Laboratoire d'anthropologie urbaine (IIAC-LAU, EHESS/CNRS). Maître-assistant associé à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles.

¹ Société libanaise de développement et de reconstruction. Il s'agit d'une société foncière privée créée en 1991 en vue de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth.

Le nom « Bachoura » (*al-bâshûra*) désigne à la fois une circonscription foncière, un secteur et des quartiers dont les usages et les représentations qui s’y attachent, comme on l’observe généralement, ne recourent pas exactement les délimitations administratives. Les limites de la circonscription renvoient à l’histoire commune du secteur administratif de Bachoura (quartier situé autour du cimetière sunnite) et du centre-ville. La circonscription inclut en effet une partie de l’ancien centre-ville aujourd’hui comprise dans le périmètre de SOLIDERE (secteur de Ghalghoul) et les secteurs de Basta Tahta et Bachoura dans la zone péricentrale. Ce dernier, l’un des cinquante-neuf secteurs de la ville, est lui-même divisé en quartiers généralement distingués par les pratiques et usages locaux de ces espaces : Ghalghoul au nord de la circonscription (îlots situés entre l’avenue Fouad Chéhab et la rue Émir Bechir), Khandaq al-Ghamiq (quartier en L situé le long de l’avenue Fouad Chéhab et de l’avenue Bechara al-Khoury, autour de la rue éponyme qui le traverse) et Haret al-Metwalî² (îlots situés au sud du précédent quartier). La construction du ring, axe routier constitué par l’avenue Fouad Chéhab (1963-1968), divisa la circonscription en deux parties Nord et Sud tandis que les lignes de front établies au cours de la guerre et l’entreprise de « reconstruction » du début des années 1990 marquèrent leur séparation définitive.

Les premières recherches consacrées au quartier n’émergent que dans les années 2000. Il fait alors l’objet d’enquêtes d’étudiants en architecture³ et en science politique comme celle de Sune Haugbolle consacrée au marquage politique de l’espace dans les secteurs de Bachoura et de Montot⁴. L’important ouvrage issu d’un projet de recherche collective sur Zuqâq al-Blat et édité par l’Institut allemand de Beyrouth (OIB) en 2005, bien que dédié à ce quartier limitrophe de Bachoura, m’a fourni des pistes de recherches⁵. Avant cela, les sources d’information sont plus rares. Le nom de Bachoura apparaît

² Désignation par les sunnites et peut-être par les chrétiens de Bachoura des secteurs habités par les chiïtes, le terme *metwalî* désignant les chiïtes, plus précisément « ceux qui sont avec l’imam (Ali) », le gendre du Prophète, qu’ils considèrent comme son héritier légitime.

³ ZEIDAN, N., MAKKI HAIDAR, S. (2005), *Ville et patrimoine, le village dans la ville : secteur Est de Bachoura*, mémoire de l’Institut des Beaux-arts, Université libanaise, Beyrouth ; KHODEIH, Z., MEOUCHY, R. (2005), *Analyses of Bachoura and Monot Areas, Planning Intervention for Bachoura Area*, UP 629 Planning Workshop Phase II, Final Report, Université Américaine de Beyrouth.

⁴ HAUGBOLLE, S., « Spatial Representation of Sectarian National Identity in Residential Beirut », CINAR, A., SRIRUPA R., YAHYA, M. (éds.) (2012), *Visualizing Secularism and Religion: Egypt, Lebanon, Turkey, India*, Ann Arbor, University of Michigan Press, p. 308-334.

⁵ GEBHARDT, H., SACK, D., BODENSTEIN, R. (eds.) (2005), *History, Space and Social Conflict, The Quarter of Zokak al-Blat*, Beyrouth, Orient Institute of Beirut.

dans les actes du tribunal *shar'î* de l'année 1843 publiés par Hassan Hallaq, à travers des allusions aux nombreuses sources d'eau du secteur et au cimetière sunnite qui est probablement l'un des plus anciens de la ville⁶. D'autres descriptions, datées du milieu des années 1990, s'attachent exclusivement au cimetière, comme c'est le cas d'un article de Kamal al-Hut publié dans la revue *Manâr al-Hudâ* fondée par l'association de projets de bienfaisance islamique des Ahbâch⁷.

Le présent article, issu d'une thèse de doctorat consacrée à Beyrouth⁸, est le fruit d'une enquête ethnographique menée dans cette ville entre 2005 et 2009. La recherche sur Bachoura, essentiellement fondée sur l'analyse des cartes anciennes et récentes, la littérature scientifique existante et une enquête auprès d'habitants anciens et actuels du quartier, se heurta d'abord à la pauvreté des sources disponibles. Elle s'explique en partie par la mobilisation du champ académique, jusqu'au début des années 2000, par le processus de reconstruction du centre-ville initié au début des années 1990.

Bachoura se caractérise aujourd'hui par une apparente saturation par les signes de marquages et d'appropriations politiques que viennent souligner des formes d'occupation diverses (commerciales, domestiques) de ses espaces publics par ses habitants et usagers. Le secteur de Bachoura (qui comprend les quartiers cités plus haut) est pourtant aussi profondément marqué par la guerre et la destruction, objet à la fois patrimonial et spéculatif de différents groupes autochtones ou étrangers au quartier. De nombreux événements d'ampleur nationale ont conditionné le développement et l'histoire sociale de Bachoura, ouvrant ou cloisonnant le quartier au gré de l'actualité politique, à l'image de ce double mouvement d'extraversion et d'enclavement que provoquent sur le tissu urbain les voies de circulation qui le traversent : liant Bachoura au reste de la ville et enfermant sur eux-mêmes les îlots ainsi cernés. En cela, ses mutations contemporaines renvoient au développement de Beyrouth dans son ensemble et

⁶ HALLAQ, H. (1985), *Awqaf al-muslimîn fî Bayrût fî al-'ahd al-'uthmâni*, Beyrouth, al-Markaz al-islami lil-i'Im wal-inma'.

⁷ AL-HUT, K. (1996), « Bashûra, makhbarat al-ulamâ wal-sâlihîn », *Manâr al-Hudâ*, n° 41, p. 12-14. La revue *Manâr al-Hudâ* lança, dans les années 1990, une campagne en faveur de la préservation du patrimoine islamique de Beyrouth qui s'inscrivait dans le mouvement de contestation de la politique de reconstruction du centre-ville. Voir notamment MERMIER, F. (2009), « La mosquée Muhammad al-Amîn à Beyrouth : mausolée involontaire de Rafic Hariri », *Les mosquées. Espaces, institutions et pratiques*, REMMM, n° 125, juillet, p. 187.

⁸ BRONES, S. (2010), *Beyrouth et ses ruines (1990-2010). Une approche anthropologique*, thèse de doctorat, Université Paris Ouest.

l'approche monographique acquiert une portée plus générale. Toutefois, l'attention particulière consacrée ici à l'évolution urbaine en relation avec son histoire sociale et les trajectoires résidentielles des habitants du secteur vise d'abord une contribution à la connaissance de l'histoire de ce quartier de Beyrouth.

1. L'évolution urbaine d'un quartier central (1840-2012)

Bachoura a connu un développement comparable à celui du quartier voisin de Zuqâq al-Blat, même si celui-ci fut l'objet d'une urbanisation plus dense que tous les autres quartiers *extra-muros* (situés aux portes de l'ancienne ville) jusqu'en 1920. Cela est corroboré par une carte publiée à cette date qui figure les principales zones urbanisées en dehors du centre-ville à Achrafieh (le long de l'actuelle rue Gouraud) et à Zuqâq al-Blat⁹. Le nom al-Bâshûra ferait référence à un ouvrage militaire, défensif, au barrage d'une place forte¹⁰. Il a pu avoir été attribué au quartier en raison de la présence du cimetière, de la proximité de la muraille de la ville tombée en ruines peu après l'occupation égyptienne de 1831-1840 ou de la série d'ouvrages défensifs qui ponctuaient ses environs¹¹. C'est toutefois la référence au cimetière qui est le plus souvent invoquée pour justifier le nom du quartier : promontoire naturel (il avait été établi sur une petite colline dominant l'ensemble de la vieille ville), il aurait constitué un poste de défense avancé en mesure de la protéger des agressions extérieures¹². Le quartier est aussi souvent appelé '*ayn al-Bachoura* en référence à de nombreuses sources ('*ayn*) qui alimentent des fontaines (*sabîl*) situées à l'intérieur et à l'extérieur du cimetière¹³.

⁹ Plan schématique côté de la ville de Beyrouth, mars 1920 (1/5000e) ; cartothèque de l'Institut Français du Proche-Orient.

¹⁰ AL-WALI, T., *Bayrût fî al-tarîkh wal-hadâra wal-'âmân*, Beyrouth, Dâr al-'ilm lil-malayîn, 1993.

¹¹ Burj al-Ariss, une autre tour à laquelle Hassan Hallaq, citant Chafic Tabbara, faisait allusion, était par exemple vraisemblablement située à proximité du cimetière de Bachoura. Elle aurait été liée à une grotte allant jusqu'à Mazraa, plus au sud (d'après HALLAQ, *Awqaf al-muslimîn fî Bayrût*, p. 56). Le système défensif autour de la muraille de Beyrouth est décrit par MESNIL DU BUISSON, R. du, « Les anciennes défenses de Beyrouth », *Syria*, tome II, 1921, p. 235-257 et p. 317-327. Les murailles de la ville étaient jalonnées de fortins qui communiquaient visuellement tous entre eux et permettaient de transmettre par lumière ou par fumée des signaux vers Damas : DAVIE, M. F., « Trois cartes inédites de Beyrouth. Éléments cartographiques pour une histoire urbaine de la ville », *Annales de Géographie* (Université Saint-Joseph), vol. 5, 1984, p. 37-82. Le toponyme burj abi-haydâr désignant le sud du quartier rappelle aussi la présence d'une ancienne tour.

¹² AL-HUT, « Bashûra, Makhbarat al-Ulamâ ». Voir Fig. 1.

¹³ HALLAQ, *Awqaf al-muslimîn fî Bayrût*, p. 58. AL-HUT, dans « Bashûra, Makhbarat al-Ulamâ », mentionne à la page 13 que cette désignation remonte à la première moitié du XIX^e siècle, à l'époque du cheikh Abdel Latif Fathallah (1766-1844), mufti de Beyrouth.

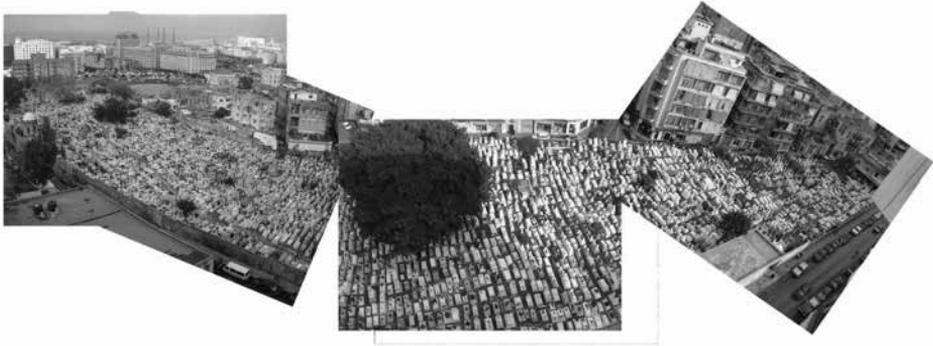


Fig. 1 : Le cimetière de Bachoura. À l'arrière-plan à gauche, le centre-ville de SOLIDERE et la mosquée Muhammad al-Amîn. Au premier plan à gauche puis sur la photo de droite, la rue Basta qui longe le cimetière. Source : photographie de l'auteure (2007).

Le cimetière (*jabânat al-Bachoura*) : repère patrimonial et communautaire

Le cimetière de Bachoura s'étale du nord au sud entre l'avenue Fouad Chéhab et les rues Basta et Khandaq al-Ghamiq¹⁴. De forme triangulaire, son extrémité sud marque l'un des points les plus hauts de la topographie du quartier. Il s'étend sur la pente naturelle de la colline de Basta et descend vers le centre-ville au nord¹⁵. Sa pointe sud est coiffée d'un bâtiment datant de l'époque ottomane qui abrite le dispensaire de l'association de bienfaisance islamique des Maqâsid (*Jam'iyyat al-Maqâsid al-khayrîyya al-islâmiyya*). Il domine la place de l'Indépendance, animée d'un mouvement incessant en raison des nombreux commerces qui s'y trouvent (un marchand de fruits et légumes, une boutique de téléphones mobiles, un vendeur de *falafel*, une pharmacie et des marchands ambulants qui y stationnent) et de son rôle de gare routière. Les taxis s'y garent et c'est là qu'ils nous déposent lorsqu'on demande au chauffeur de nous conduire à Bachoura. Le cimetière marque bel et bien la porte d'entrée de Bachoura pour qui souhaite traverser le quartier pour se rendre au centre-ville par la rue Basta ou pénétrer dans son dédale de rues

¹⁴ Voir BRONES, *Beyruth et ses ruines*, vol. 2, planche XIX, figure 32.

¹⁵ Bien que les limites de l'ancien centre-ville (*al-balad*) ne correspondent pas tout à fait à celles de l'actuel *downtown* de SOLIDERE, je désigne par « centre-ville » ce quartier historique dont l'évolution a aussi fortement déterminé celle de Bachoura, sujet dont il sera question plus loin.

à l'est. La place de l'Indépendance en constituerait le seuil, en tant que lieu de passage unique entre l'Est et l'Ouest du quartier. Repère visuel, limite entre les différents secteurs, nœud urbain¹⁶, la place ouvre de surcroît sur l'horizon de la ville. Du cimetière, dont la hauteur du mur ne dépasse pas l'équivalent de deux étages d'immeuble, on entrevoit le centre-ville et, au-delà, la mer.

Il est l'un des plus importants et des plus anciens cimetières sunnites de Beyrouth. Sa muraille de grès (*ramleh*) aurait vraisemblablement été construite en 1892 et restaurée après la Première Guerre mondiale¹⁷. Les rares textes consacrés au cimetière rapportent qu'il existait déjà au VIII^e siècle, époque où l'imâm Ouzāï se serait rendu sur les tombes d'oulémas qui s'y trouvent. D'autres sources font remonter sa fondation à l'époque du règne du calife Omar Ibn Khattab (VII^e siècle)¹⁸. Certains historiens le nomment ainsi « le cimetière de notre seigneur Omar » (*maqbarat sayyedna Omar*), le calife ayant d'ailleurs prêté son nom à une rue du quartier. Sa situation géographique aux portes de la vieille ville (comme celui de Santiyé, au nord, qui était toutefois bien plus petit) donne aussi à penser qu'il a pu être l'un des premiers cimetières sunnites de la ville. Il est pourvu de nombreuses fontaines¹⁹, dont une dizaine sont toujours en activité à l'intérieur de l'enceinte et sont notamment utilisées pour l'entretien des tombes.

Retour aux sources

La plupart des fontaines sont situées le long du mur occidental. Trois d'entre-elles (édifiées à partir de 1956) se trouvent contre la paroi externe du mur du côté de la rue Basta et à la porte nord-ouest²⁰. Elles sont plus nombreuses à l'intérieur, construites entre 1936 et 1961²¹. Un grand nombre de ces fontaines

¹⁶ Selon la catégorie définie par LYNCH, K. (1998) [1960], *L'image de la Cité*, Paris, Dunod.

¹⁷ La décision de construire la muraille serait due au cheikh Abd al-Rahman al-Hût ; Hassan Hallaq évoque cependant des controverses entre différents auteurs qui ne s'accordent pas sur la date de la construction du mur (1882 ou 1897). HALLAQ, *Awqaf al-muslimîn fî Bayrût*, p. 58. Partiellement détruite pendant la Première Guerre mondiale, elle fut restaurée à l'initiative du cheikh Mustafa Naja. AL-HUT, « Bashûra, Makhbarat al-Ulamâ », p. 12.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ La fontaine située au milieu de la paroi est du mur du cimetière (au niveau où la rue Khandaq al-Ghamiq dévie légèrement sa trajectoire vers l'est) fut probablement aménagée au moment de la construction du mur du cimetière à la fin du XIX^e siècle.

²⁰ Dédiées à Abdel Fatah al-Ghobayri (1956), au Hajj Omar al-Qabbânî (1942) et à la Hajja Hilal al-'At'ûtî (1978).

²¹ Dédiées au Hajj Abdel Khadel Saab et à son épouse, Kaousa al-Adikhi, à la mémoire de Muhammad Ibn Naji Chaab Al-Dîn (1948), de Kamel Kanafani (1936), de Mahmoud Abdan (1959), d'Abdallah Al Hajj Muhammad Saqer et du Hajj Mahmoud Mneimneh (1961), ainsi qu'à celle de la Hajja Khadija Othman al-Zein (1961, sur le mur oriental).

avait été aménagé par des familles du quartier dans la proximité immédiate du cimetière et à l'extérieur de ses murs, évergétisme de la part des notables de la société locale ou geste pieux à la mémoire d'un martyr (*chahîd*). Un des derniers *sabîl* construit à Bachoura est celui de la rue Abdel Hamid Zahraoui, dédié au martyr Imad Moghniyé²².



Fig. 2 et 3 : *sabîl* Imad Moghniyé rue Abdel Hamid Zahraoui et vestiges du *sabîl* dédié à la mémoire de Mustafa et Haydâr Za'rûr, rue Khandaq al-Ghamiq. Source : photographies de l'auteure (2008).

Les vestiges d'une autre fontaine, édiée le long du mur extérieur d'un terrain longeant la rue Khandaq al-Ghamiq à l'ouest, révèlent une inscription et rappellent que le cimetière, avant 1920, était plus large qu'aujourd'hui²³. La cartographie le montre s'étendant le long de la rue Assaad Khurchid, connue aujourd'hui sous le nom de « ruelle des voleurs » (*zarûb al-haramieh*) reliant la rue Khandaq al-Ghamiq à l'avenue Fouad Chéhab. Cette portion du cimetière

²² Chef de la section militaire du Hezbollah assassiné en 2008 dans un attentat à la voiture piégée.

²³ Voir fig. 3. L'inscription dit : « En me regardant n'oublie pas de prier pour moi, tends tes mains vers le ciel et lis la *fâtiha* pour mon âme ». La fontaine est dédiée à la mémoire de Mustafa et Haydâr Za'rûr.

fut vraisemblablement détruite lors de la restauration du mur dans les années 1920 et lotie en terrains qui abritèrent des jardins avant de se densifier et de constituer un îlot d'habitation.

À l'intérieur du cimetière, quatre mille à cinq mille tombes sont toutes orientées²⁴. Les plus anciennes se mêlent aux plus récentes qui sont venues progressivement densifier les rares espaces encore disponibles. D'après l'un des *mukhtar* du quartier, l'inhumation y coûte aujourd'hui environ deux mille dollars américains, ce qui reste cher si l'on compare avec d'autres cimetières de la périphérie de Beyrouth²⁵. Lors des funérailles, on ouvre la plupart des portes du cimetière, six d'entre elles jalonnant le mur oriental. Si la porte nord ne s'ouvre qu'à l'occasion de funérailles ayant lieu au nord du cimetière, celle qui donne rue Basta, au niveau du bureau du gardien et des employés, reste toujours ouverte (sauf le soir et la nuit). La seule porte située le long du mur oriental était accessible par un escalier aujourd'hui détruit.

La plupart des tombes sont collectives. Dans de rares cas, des enclos de briques ou des grilles de fer forgé délimitent des concessions familiales où des espaces sont encore vacants. Certaines tombes sont surmontées d'un auvent de tôle ou d'une structure métallique légère, mais leur grande majorité est constituée de simples caissons de marbre blanc percés de trous destinés à recevoir du feuillage, munis d'une ou deux stèles placées verticalement à la tête et/ou aux pieds du défunt. On trouve indistinctement des inscriptions sur la partie horizontale de la tombe et sur la stèle verticale, parfois sur les deux. Elles relatent l'identité et la durée de vie du défunt dont les dates sont indiquées par rapport aux calendriers chrétien et islamique. Chaque épitaphe est précédée de la *fâtiha*, première Sourate du Coran. Deux mausolées de pierre ornent des tombeaux de saints. L'un d'eux, situé à l'intérieur du cimetière le long de la rue Basta, au nord de l'école militaire ottomane, abrite la tombe de Hamdi Pacha, l'un des *wâli* de Beyrouth²⁶. Une photo ancienne montre qu'il se trouvait à l'intersection des rues Basta et Ahmad Tabbara jusqu'à la fin du XIX^e siècle²⁷. Il fut déplacé à l'intérieur de l'enceinte probablement au moment de la construction de celle-ci. L'autre mausolée se trouve au sud de la structure de béton destinée à abriter la loge du gardien et des employés du cimetière. Sa coupole est revêtue de chaux. Il abrite la tombe d'un notable sunnite de la famille al-Solh.

²⁴ L'anthropologue Pascale Feghali a réalisé un court film à propos du recueillement sur la tombe : FEGHALI, P. (2007), *Visite au cimetière*, 9'16'', En ligne : <http://books.openedition.org/ifpo/939#tocfrom1n5> et <http://archive.org/details/LeQuartierDeSanayehBeyrouth.2.3VisiteAuCimetire>.

²⁵ Entretien avec le *mukhtar* Ali Matar, mars 2007.

²⁶ HADJITHOMAS MEHANNA, T. (2009), *Beyrouth by Day*, Beyrouth, Tamyra, p. 34.

²⁷ GEBHARDT, SACK, BODENSTEIN, *History, Space and Social Conflict*, fig. 32, p. 355.



Fig. 4 : Le lycée impérial al-Sultaniyya fondé en 1883, situé à l'angle des rues Basta et Ahmad Tabbara (source : photographie de l'auteure, 2007)

Depuis 1879, le personnel du cimetière est employé par l'association de bienfaisance islamique des Maqâsid²⁸. Outre l'administration des *waqf* sunnites, elle est dédiée à la promotion et à l'encadrement d'œuvres éducatives et sociales qui se concrétisaient essentiellement dans la création d'écoles et de dispensaires dont le lycée impérial al-Sultaniyya, fondé à Bachoura, en 1883. Il représentait à l'époque de sa construction l'une des trois écoles de ce type dans tout l'Empire. Construit dans le style du lycée de Galatasaray à Istanbul, il était considéré comme un chef-d'œuvre fonctionnel et esthétique. Le bâtiment était construit autour d'une large cour rectangulaire sur laquelle s'ouvraient les deux étages par des galeries intérieures dont chaque arcade entourait une salle de classe. Il abritait à la fin du XIX^e siècle cent cinquante étudiants et dix-sept professeurs qui y dispensaient des cours en turc, en anglais et en français²⁹. Il semblerait qu'à partir de 1910 il ait été intégré dans le système de l'enseignement secondaire (*i'dadiyya*) et qu'à l'époque du Mandat français il soit devenu une école militaire (*al-madrasa al-'askariyya*)³⁰. L'édifice, qui occupe une parcelle triangulaire à l'ouest du cimetière, abrite aujourd'hui une

²⁸ L'association fut fondée en 1878 dans la maison de Abd al-Kader Qabbânî, dans le quartier voisin de Zuqâq al-Blat. Ses membres étaient issus de familles de notables sunnites beyrouthins : Daouk, Beyhum, Tabbara, Salam, Barbir, Ghandour, 'Itani, Kronfol, etc. JOHNSON, M. (1986), *Class and Client in Beirut: The Sunni Muslim Community and The Lebanese State, 1940-1985*, Londres, Ithaca Press, p. 51-53.

²⁹ HANSEN, J., « The Birth of an Educational Quarter: Zokak al-Blat as a Cradle of Cultural Revival in the Arab World », GEBHARDT, SACK, BODENSTEIN, *History, Space and Social Conflict*, p. 160-161.

³⁰ C'est ainsi que la désignent les cartes de l'époque.

école pour filles et des bureaux des comités des Maqâsid dédiés à l'enseignement et à l'éducation (fig. 4). L'association de bienfaisance créa aussi à Bachoura une école pour filles et deux écoles pour garçons, ainsi qu'un dispensaire (vers 1920). Ce dernier occupe le bâtiment hexagonal situé à l'extrémité sud du cimetière (un autre centre de soins dépendant de la Fondation Hariri se trouve rue Abdel Hamid Zahraoui). Après la Seconde Guerre mondiale, l'association des Maqâsid dirigée par Saeb Salam fut marquée par les rivalités entre ses dirigeants dont plusieurs occupaient des positions politiques, ce qui contribua à en faire le pivot d'un système clientéliste³¹. La spéculation sur le foncier, dont les revenus sont destinés à des œuvres caritatives devint l'une de ses activités, en plus de l'administration des *waqf*. Les Maqâsid sont ainsi propriétaires de nombreux terrains au centre-ville et à Bachoura dont au moins deux furent acquis en 2008 au cours de mon enquête³².

L'association s'opposa vivement, dans les années 1960 puis 1990, à deux tentatives de destruction du cimetière. Dans les années 1960, à l'époque où eurent lieu de grands projets urbains et des percements de voies rapides dans le quartier, la municipalité de Beyrouth ferma le cimetière pendant plusieurs années en vue de récupérer le terrain pour la construction de blocs d'immeubles. Il s'agissait aussi de désenclaver le quartier et de réguler ses communications avec le centre ville." Mais le cimetière fut rouvert dès le début de la guerre en 1975 puisque pour des raisons sécuritaires les sunnites ne pouvaient plus procéder aux enterrements dans la banlieue. Les Maqâsid s'étaient à l'époque vivement opposés à ce projet de même qu'à celui de Rafic Hariri qui avait souhaité, dans les années 1990, alors qu'il était Premier ministre et principal actionnaire de SOLIDERE, étendre le périmètre de la société foncière au-delà du cimetière³³. Ces oppositions reflètent aussi des rivalités internes à la communauté, opposant notamment la classe politique formée autour de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri et les membres des Maqâsid.

³¹ JOHNSON, *Class and Client in Beirut*, p. 111-112.

³² Il s'agit des parcelles 278 et 1364 donnant rue Basta (entretien avec Muhammad Kibbi, Sandûq al-Zakât, juin 2008).

³³ Entretien avec le *mukhtar* Mosbah Adnan Eido, avril 2007.

1840-1920 : l'urbanisation du quartier

Mais revenons à présent sur l'évolution urbaine du quartier entre 1840 et aujourd'hui. Avant 1840, Bachoura semble avoir été essentiellement occupé par l'agriculture et l'horticulture. Avec la destruction des murs de la ville en 1840, un tissu urbain se constitue autour du cimetière, au rythme de l'établissement et de l'agrandissement des propriétés familiales. L'inventaire des *waqf* de Bachoura (de 1843) mentionne les familles Kronfol, Mallat, Mahdi, Basnati, Qabbani et Yassin, et qualifient parfois de simples arbres comme par exemple ceux du cheikh Abd al-Hadi affandi Kronfol, dont les terrains auraient été situés non loin de la source principale de Bachoura³⁴. Les revenus agricoles constituaient aussi la source de bénéfices destinés à l'institution religieuse³⁵. On apprend aussi dans ce même inventaire qu'un tiers des bénéfices des revenus de l'agriculture d'un certain cheikh al-Mahdi furent reversés à la mosquée al-Omari (située au centre-ville) et un autre tiers à la *zâwiya* al-Majzoub, située à Bachoura³⁶. Il y est aussi question de cinq jardins et de vergers (*bustân*)³⁷, le plus souvent plantés de mûriers, d'oliviers, et d'autres arbres fruitiers³⁸. Les cartes, quant à elles, signalent la présence de forêts de pins. Comme à Zuqâq al-Blat, de petites installations en dur peuplent la région. Des huttes et petites constructions de pierre et de bois sont utilisées comme dépôts, ateliers et maisons de gardiens. Elles se multiplieront au cours du XIX^e siècle au milieu des jardins et des plantations³⁹.

Entre 1840 et 1860, la périphérie se transforme d'une zone exclusivement agricole en une « banlieue jardin » où s'installent les familles de la petite bourgeoisie sunnite de Beyrouth, tandis qu'à la même époque Achrafieh, Zuqâq al-Blat et Minet al-Hosn deviennent les terres d'élection de la haute bourgeoisie⁴⁰. Autour de 1876, le tissu s'est densifié à Ghalghoul, le long de la rue de Damas et à l'est de la rue de Syrie. Il est moins chargé vers l'ouest, autour du cimetière, dont la région devait être jugée inhospitalière et enclavée par rapport aux environs de la rue de Damas. On peut noter que la ruelle qui longe

³⁴ Pour Bachoura, ce sont les actes n° 28, 61, 82, 94 et 27 pour le cheikh Abd al-Hadi Affandi Kronfol. HALLAQ, *Awqaf al-muslimîn fî Bayrût*, p. 50.

³⁵ Acte n° 61; *idem*.

³⁶ SFEIR, J. (1995), *Approche méthodologique pour une utilisation des registres du tribunal char'î de Beyrouth, 1843*, Mémoire de maîtrise, Université Saint-Joseph, Beyrouth, tableaux 4 et 15, p. 76-77.

³⁷ HALLAQ, *Awqaf al-muslimîn fî Bayrût*, p. 50.

³⁸ DAVIE, M. F. (1984), « Trois cartes inédites de Beyrouth », *Annales de Géographie*, Faculté des lettres et des sciences humaines, Université Saint-Joseph, Beyrouth, vol. 5, p. 38.

³⁹ *Ibid.* La production de la soie a commencé au XVII^e siècle et s'est intensifiée dans la première moitié du XIX^e siècle.

⁴⁰ SALIBA, R. (1998), *Beirut 1920-1940, Domestic Architecture Between Tradition and Modernity*, Beyrouth, Ordre des Ingénieurs et des Architectes, p. 11 : l'auteur utilise le terme de « garden suburbs ».

vers 1876 le mur oriental du cimetière disparu sur la carte de 1920. L'ensemble du réseau des voies actuelles existe toutefois dès avant 1875, voire déjà en 1840. Le bâti s'étend en superficie et en hauteur (de nombreuses maisons à un étage se dotent d'étages supplémentaires, d'annexes ou de constructions secondaires) et de nouveaux immeubles sont construits. Ghalgoul et Khandaq al-Ghamiq supplantent désormais Zuqâq al-Blat en densité. L'urbanisation se développe essentiellement le long des grandes routes régionales, le long de la rue de Damas et de la rue Basta (ancienne route de Saïda).

1876-1920 : la densification du tissu urbain

Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, les transactions foncières semblent avoir été régulières et courantes de la part des marchands ou des entrepreneurs beyrouthins⁴¹. Il reste toutefois difficile de savoir comment fonctionnait l'aménagement de l'espace périurbain à la fin de l'Empire ottoman, les quartiers périphériques à la vieille ville n'ayant été intégrés administrativement à la ville municipale qu'en 1888 lors de la création du *vilayet* de Beyrouth et de la délimitation du périmètre municipal (bien que le doute persiste sur la date de cette délimitation). D'après les travaux de Ralf Bodenstein sur Zuqâq al-Blat, que la propriété foncière a façonné ces secteurs depuis la fin des années 1920⁴², voire plus tôt, dès 1880, à l'époque de la mise en place du code ottoman de la propriété foncière⁴³. Les propriétaires, tout en collaborant avec la municipalité pour les décisions finales, jouissaient de beaucoup d'initiative et de liberté dans l'aménagement de leurs propriétés. Les plans d'ensemble dressés par la municipalité pouvaient pendant une période de quinze jours être modifiés après certification par le *mukhtar*, après quoi ils étaient envoyés au représentant du pouvoir central pour les décisions finales. Le lotissement (*ifrâz*) des terrains autorisait les propriétaires à disposer librement de leur propriété et à en faciliter les transferts.

⁴¹ *Idem*, p. 52.

⁴² BODENSTEIN, R., « The Making and Remaking of Zokak al-Blat: The History of an Urban Fabric », GEBHARDT, SACK, BODENSTEIN, *History, Space and Social Conflict*, p. 35-108.

⁴³ D'abord développé pour Istanbul et les provinces dans les années 1860, il fut traduit en arabe (dans sa version de 1880/81) en 1896. Il fut adopté dans le cadre des réformes administratives des *tanzîmât* (1839-1876) qui visaient à redresser la puissance politique et économique de l'Empire et qui se concrétisèrent essentiellement à Beyrouth, au plan administratif, par la création d'une municipalité en 1864 et par la nomination de Beyrouth capitale de province en 1888. Ces réformes engendrèrent une série d'aménagements et d'« embellissements » qui contribuèrent au développement économique et à la constitution d'une identité citadine fortement marquée par le pouvoir des élites locales. Voir notamment HANSSSEN, J. (2001), *The Effect of Ottoman Rule on Fin de siècle Beirut: the Province of Beirut, 1888-1914*, PhD, Oxford, Oxford University.

Deux phénomènes remarquables observés à travers la comparaison des cartes de 1876 et 1920 marquent la transformation du quartier entre ces deux dates⁴⁴. Le bâti situé au cœur des îlots a eu tendance à disparaître et avec lui certaines des impasses dont la fonction était de le desservir⁴⁵ ; à l'inverse, les constructions qui n'avaient pas disparu du cœur d'îlot bénéficièrent du percement de nouvelles impasses permettant d'y accéder. La densification du bâti le long des voies principales du quartier constitue le second phénomène remarquable de cette époque. Essentiellement représenté par des formes rectangulaires aux plans en L ou en U sur le plan de 1876, les édifices sont le plus souvent de forme carrée sur celui de 1920, ce changement morphologique marquant peut-être l'introduction des immeubles de rapport à quatre ou cinq étages de l'époque du mandat français au détriment des maisons de la fin de l'époque ottomane⁴⁶. Cette mixité des types du bâti dont témoigne le plan de 1920 est en outre illustrée dans des cartes postales de la fin du XIX^e siècle où l'on voit souvent cohabiter toits de tuiles à pentes multiples et toits plats des bâtiments antérieurs⁴⁷.

Le quartier du mandat français à la fin des années cinquante

À partir du milieu des années 1920, on restaura et on agrandit les bâtiments construits dans la seconde moitié du XIX^e siècle, mais ils furent le plus souvent détruits et remplacés. Les nouvelles constructions de l'époque étaient en revanche pour beaucoup encore debout en 2010. Les rues arborent les façades des premiers immeubles de rapport qui deviennent alors le principal élément organisateur de la forme de l'îlot. Se crée ainsi une dichotomie encore perceptible aujourd'hui dans la relation entre la façade de la rue et l'intérieur de l'îlot. La périphérie « moderne » de l'îlot liée directement à la rue vient masquer un intérieur ancien qui n'assume pas les mêmes fonctions de représentation.

⁴⁴ *Plan de Beyrouth dédié au Sultan Abdul Hamid II* par Julius Löytved, Vice Consul de Danemark, 1876 ; *Le port*, plan dressé par le Bureau topographique de l'armée française au Levant, Service géographique de l'armée, 1920 (1/5000^e) ; Plan schématique de la ville de Beyrouth, mars 1920 (1/5000^e) ; Beyrouth, carte dressée par l'annexe de l'Institut Géographique National au Levant, juin 1941 (1/10000^e). Cartothèque de l'Institut français du Proche-Orient.

⁴⁵ C'est le cas de l'impasse située rue Saad qui s'enfonçait vers le sud de l'îlot situé au sud de cette rue.

⁴⁶ C'est notamment ce que note Anne Mollenhauer dans le cas de Zokak al-Blat. MOLLENHAUER, A. « Continuity and Change in the Architectural Development of Zokak al-Blat », GEBHARDT, SACK, BODENSTEIN, *History, Space and Social Conflict*, p. 111. Ce passage d'un type architectural à l'autre ne s'était pourtant pas fait en un jour, le plan à hall central ayant été préfiguré par des constructions de style composite appelées maisons « modulaires » (SALIBA, *Beirut 1920-1940*, p. 11) ou « à galerie externe », correspondant au type « transitionnel » (DAVIE, M. « Genèse d'une demeure patrimoniale : la maison aux trois arcs de Beyrouth », DAVIE, M. F. (dir.) (2003), *La maison beyrouthine aux trois arcs, une architecture bourgeoise du Levant*, Beyrouth/Tours, Alba, Urbama, p. 57-95).

⁴⁷ SALIBA, *Beirut 1920-1940*, p. 11.

Espace malléable, transformable, cet intérieur apparaît comme le domaine d'emprises plus informelles et d'un découpage parcellaire moins régulier. On y rencontre aussi bien des maisons que des ateliers, des remises, des entrepôts ou des *hawch*, séries de pièces d'habitation groupées autour d'une cour commune⁴⁸. À l'heure actuelle, ils s'articulent pour la plupart autour d'une ou deux cours à ciel ouvert, espaces de sociabilité dévolus aux activités domestiques⁴⁹. On y trouve invariablement un puits, une fontaine ou un point d'eau ainsi qu'un ou plusieurs arbres fruitiers (orangers, citronniers, figuiers, néfliers, grenadiers, vigne, etc.). La cour est cernée par plusieurs corps d'habitation aujourd'hui tous parfaitement autonomes contrairement à l'époque de leur formation où souvent les sanitaires étaient communs aux différents espaces. Ils constituent de rares témoins d'une gestion communautaire de l'espace.

⁴⁸ La plupart des *hawch* constitués entre les années 1920 et 1940 restaient concentrés dans un secteur délimité par les rues Abdel Hamid Zahraoui au sud, Khandaq al-Ghamiq à l'ouest, Tyane à l'est et Saad au nord. En 2005, on pouvait en distinguer six à l'intérieur de ce périmètre. ZEIDAN, MAKKI HAIDAR, *Ville et patrimoine*, p. 9.

⁴⁹ DAVIE, M. (2004), *Maisons traditionnelles de Beyrouth*, vol. 1, Beyrouth, APSAD/CEHVI, section n°7. En ligne : <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/MAY-Davie/maisons-I/html/whole.html#section07> (page consultée le 4 juin 2013).



Fig. 5 : Rue du patriarcat syriaque. Bâtiments anciens conservés en cœur d'îlot malgré la densification des parcelles. Source : photographie de l'auteur (2009).

Des changements de nomenclature marquèrent certaines rues de Bachoura entre 1920 et 1941. Il est difficile d'en savoir plus, dans l'état actuel des recherches, sur les dates précises de ces modifications que l'on ne peut pour le moment que situer entre ces deux dates correspondant aux cartes où ces changements furent observés⁵⁰. Il est toutefois possible d'affirmer qu'ils révèlent une tendance à l'affirmation d'une identité arabe en réaction, très probablement, au pouvoir mandataire de la France alors en place.

⁵⁰ Voir la carte *Beyrouth*, dressée par l'annexe de l'Institut Géographique National au Levant, juin 1941 (1/10000e) ; cartothèque de l'Institut français du Proche-Orient.

Par exemple, la rue Saint-Paul devint rue Nassif al-Yazigi en référence à l'un des pionniers de la redécouverte de la littérature arabe au XIX^e siècle, père d'Ibrahim al-Yazigi, figure de la renaissance littéraire et culturelle du XIX^e siècle (*nahda*). La rue des Omeyyades devint rue Khandaq al-Ghamiq. Le nom, qui renvoie à l'idée d'un fossé profond, est probablement lié au tracé de la rue du même nom qui suit la dénivellation d'un ancien cours d'eau, depuis l'extrémité sud du cimetière jusqu'à la rue de Syrie au nord. Enfin, la rue du patriarcat syriaque remplaça une dénomination illisible mais certainement autre sur le plan de 1920, marquant ainsi le lieu où s'était établie l'autorité religieuse dans le secteur de la cathédrale Saint-Georges des syriaques catholiques. Les familles Saad, Tarazi et Ahdab qui avaient contribué au développement du quartier à la fin de l'époque ottomane donnèrent aussi leurs noms aux rues.

Dès 1920, du fait de sa proximité avec le centre-ville, Bachoura avait accueilli des Arméniens, des Kurdes, et, à partir de 1940, des chiites venus du Sud-Liban⁵¹. Helmut Ruppert, en 1967, considère la communauté chiite de Basta comme « anciennement beyrouthine » et la décrit comme étant « essentiellement regroupée près du cimetière musulman du quartier de Basta, où l'on ne remarque pas jusqu'à aujourd'hui de différenciation entre les riches et les pauvres⁵² ». Dans les années 1940 et 1950, les nouveaux arrivants s'installaient généralement dans des appartements en location dans des immeubles que les propriétaires continuaient bien souvent d'habiter. Ces transactions pouvaient aussi donner lieu à l'agrandissement du bâti existant ou à la construction d'étages supplémentaires. Le géographe Saïd Chéhab al-Dîn décrit la topographie communautaire du quartier dans les années 1950 et en révèle l'extraordinaire diversité : « Les assyriens et les chaldéens sont au-dessus de la rue Khandaq al-Ghamiq. Les chiites et les kurdes s'installent autour des rues Ahmad Tabbara et Abdel Hamid Zahraoui et Saad. Les chiites apparaissent de nouveau avec les Arméniens au sud de la rue Nasrallah [Tarazi]. Quant aux sunnites, ils s'entassent près des rues Saleh Ibn Yahia et Amro Ibn al-Ass. Les Arméniens le long de la rue Tyane, et les Chrétiens rue Ahdab, de Syrie, et le long de l'avenue Fouad Chéhab⁵³ ». L'auteur mentionne ici (en 1953) la rue Tyane. Sur la carte de 1941, sa portion sud se nomme encore rue Ahdab et sa moitié nord rue de Syrie, ce qui laisse penser que la famille Tyane

⁵¹ RUPPERT, H. (1999), *Beyrouth, une ville d'Orient marquée par l'Occident*, Beyrouth, Cermoc, p. 37.

⁵² *Idem*, p. 38.

⁵³ CHÉHAB AL-DIN, S. (1953), *Géographie urbaine de Beyrouth*, Paris, Presses de la Sorbonne, p. 207. Les « assyriens » sont le terme par lequel le géographe désigne la communauté des syriaques-catholiques. Enfin, on peut déduire que sous le terme « chrétiens », il réfère essentiellement aux « maronites » nombreux dans le quartier, et dans une moindre mesure aux grecs-orthodoxes.

a pu donner son nom à la rue entre 1941 et 1953. Les registres électoraux mentionnent en outre la présence dans le quartier de douze familles juives dont la date du départ reste inconnue⁵⁴.

Clivages politiques et mobilités résidentielles (1960-1990)

C'est probablement la proximité de ces communautés dans un espace somme toute exigü qui en fit l'un des principaux champs de bataille des conflits de l'année 1958. Diverses lignes de front se formèrent et entraînèrent le départ provisoire d'une partie des résidents chrétiens⁵⁵. En outre, une série de projets d'aménagement entrepris dans le cadre de la réforme de l'urbanisme au cours du mandat du président Fouad Chéhab (1958-1964) affecta durablement la forme et la structure sociale d'un quartier déjà meurtri par des conflits ayant exacerbé les clivages communautaires. Avec le percement des avenues de l'Indépendance (vers 1955), Bechara al-Khoury (1962) et Fouad Chéhab (1963-1968), le quartier se trouva donc circonscrit par trois voies rapides bientôt encombrées par une intense circulation automobile. À l'ouest, la frontière hermétique que marquait le cimetière finit d'en marquer le repli tandis que l'autopont (avenue Fouad Chéhab) le coupait du centre-ville avec qui il avait toujours fonctionné et que l'avenue Bechara al-Khoury, percée parallèlement à la rue de Damas, l'isolait définitivement d'Achrafieh⁵⁶. C'était sans compter la destruction d'une partie importante des tissus urbains qu'occasionnèrent les travaux de percement, que les îlots épargnés vécurent comme une amputation⁵⁷.

Ces transformations du paysage spatio-communautaire et du cadre des sociabilités locales sont les deux facteurs essentiels qui conduisirent une partie des anciens propriétaires à quitter le quartier au cours des années 1960. L'avenue Bechara al-Khoury où s'étaient installés de nombreux ministères et organismes gouvernementaux drainait désormais quotidiennement une population d'employés et de cadres étrangers au quartier, modifiant ainsi ses rythmes, son atmosphère et son caractère paisible qui avait incité ses

⁵⁴ Entretien avec le *mukhtar* Ali Mabsout, mars 2006. Notons toutefois les difficultés relatives à l'utilisation de ce type de sources : l'inscription sur les registres électoraux ne reflète pas la composition démographique actuelle des quartiers puisque la plupart des résidents de la ville sont inscrits sur les listes de la région dont ils sont originaires et non là où ils résident. En outre, l'absence de recensement national depuis 1932 pour des raisons essentiellement politiques rend encore plus problématique l'utilisation de ces chiffres.

⁵⁵ Entretien avec l'architecte Jad Tabet (mai 2009) et avec d'autres anciens résidents chrétiens du quartier.

⁵⁶ *Idem.*

⁵⁷ *Idem.*

anciens habitants à s'y installer dans la première moitié du siècle⁵⁸. Le centre-ville s'était aussi considérablement densifié et il « débordait » à présent sur Bachoura, entraînant des conséquences jugées négatives. En outre, les familles les plus aisées avaient aussi décidé de quitter Bachoura pour des quartiers plus modernes, plus éloignés du centre (comme Hamra ou Badaro) et marqués par une plus grande modernité architecturale, avec de nouvelles normes de confort (immeubles avec gardiens, ascenseur et chauffage central)⁵⁹.

On situe ainsi à la fin des années cinquante le début de vagues successives de départs qui s'étendirent jusque dans l'après-guerre. Mais si une partie de la bourgeoisie sunnite et chrétienne avait commencé de quitter le quartier pour les raisons évoquées précédemment, les biens immobiliers avaient pour la plupart été loués à des entreprises locales, ce qui explique en partie la permanence des bâtiments jusqu'à une date récente. Alors que les appartements transformés en bureaux n'étaient fréquentés qu'en journée, une petite proportion des héritiers des anciennes familles chrétiennes résidait encore dans le quartier lorsque la guerre éclata en 1975. Les combats, initiés en périphérie de la ville au printemps, se diffusèrent rapidement vers le centre de Beyrouth et s'étendirent dans le même temps à diverses régions du pays. Les lignes de front instituées à Bachoura par les hostilités de 1958 furent rétablies⁶⁰. En l'espace de quelques mois, l'avenue Bechara al-Khoury devint une ligne de démarcation entre les quartiers résidentiels de l'Est et de l'Ouest beyrouthin et ses îlots adjacents furent occupés par les milices des différents bords. C'est ainsi que Khandaq al-Ghamiq devint « la zone verte »⁶¹.

Avec l'exacerbation croissante des tensions intercommunautaires, les habitants chrétiens qui étaient restés furent donc bientôt contraints de quitter le quartier, parfois en l'espace de quelques jours seulement, abandonnant leurs maisons et emportant avec eux dans l'urgence quelques meubles ou objets précieux du patrimoine familial. Dès 1976, leurs appartements et immeubles

⁵⁸ Dont témoignent aujourd'hui encore trois immeubles gouvernementaux : deux d'entre eux, liés au ministère des Finances, sont situés le long de l'avenue Bechara al-Khoury et l'immeuble du service du cadastre (Ifadat Iqariyya) le long de l'avenue Fouad Chéhab.

⁵⁹ BRONES, S. (2010), « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », MERMIER, F., VARIN, C. (dir.), *Mémoires de guerre au Liban (1975-1990)*, Arles, Actes Sud, p. 441-458.

⁶⁰ KASSIR, S. (1994), *La guerre du Liban, de la dissension nationale au conflit régional*, Paris/Beyrouth, Karthala/Cermoc, p. 115.

⁶¹ *Idem*, p. 146. Ce nom avait été donné en référence au centre-ville au moment où en 1976 on avait cherché à y réglementer la circulation des civils. Il fut ensuite amalgamé à la « ligne verte » par laquelle les observateurs étrangers désignaient la ligne de démarcation entre « Est chrétien » et « Ouest musulman » envahie pendant les années de guerre par la végétation.

furent bientôt occupés par des familles chiites ayant fui les évacuations forcées du camp palestinien de Tell ez-Zaatar et de Nabaa, secteur informel de la banlieue est de Beyrouth⁶². Principalement originaires de la région de Baalbeck et du Sud-Liban, ces familles déplacées occupèrent ces logements vacants abandonnés par leurs anciens habitants pendant toute la guerre, et même bien au-delà, jusqu'en 2004⁶³, et cette occupation constitue un deuxième facteur de préservation des bâtiments d'origine. En dépit de la proximité de la ligne de front, le quartier allait autoriser ces déplacés à une plus grande sécurité compte tenu de leurs affiliations politiques et de la protection qu'allaient leur assurer les partis et réseaux d'« alliances polycentristes » qui caractérisaient à l'époque le camp musulman⁶⁴.

Les titres de propriété des bâtiments et appartements situés le long de la zone de front à Khandaq al-Ghamiq ne mentionnent qu'un nombre très limité de transactions foncières au cours des quinze années du conflit⁶⁵. Mais les propriétaires de Khandaq al-Ghamiq durent attendre 2004 pour pouvoir récupérer leurs biens, date à laquelle le sort des déplacés fut pris en charge par la caisse des Déplacés, les institutions créées après les accords de Taëf s'étant jusqu'alors montrées peu promptes à traiter le problème de leur dédommagement et de leur retour à leurs régions d'origine. En outre, les réfugiés de Wadi Abou Jmil avaient mobilisé depuis 1992 toute l'attention

⁶² En 1987, les déplacés représentaient environ 41 % des résidents du centre-ville et 36 % des résidents de la partie ouest de Beyrouth (dans ses limites municipales) ; dans la banlieue-sud, ils constituaient 30 % de la population. À la fin de la guerre, le ministère des Déplacés et la Caisse centrale d'aide aux déplacés (créés en avril 1993 afin d'aider les milliers d'habitants déplacés par la guerre à regagner leurs régions d'origine) estimaient que 45000 familles occupaient des foyers illégalement et 12000 habitaient dans des lieux non conçus pour l'habitation (immeubles commerciaux, industries et immeubles en ruine). Ils estimaient aussi que 18000 maisons avaient été complètement détruites, en plus d'un nombre incalculable d'habitations sévèrement endommagées. Voir notamment KASPARIAN, R., BEAUDOIN, A., ABOU, S. (1995), *La population déplacée par la guerre au Liban*, Paris/Beyrouth/Québec, l'Harmattan/Université Saint-Joseph/Université Laval, p. 35.

⁶³ D'après un entretien avec des responsables du ministère des Déplacés en 2007, date qui me fut en outre confirmée par le nouveau propriétaire de plusieurs terrains dans le quartier et par des habitants actuels de Bachoura. J'ai pu moi-même constater que la plupart des maisons de Khandaq al-Ghamiq s'étaient vidées de leurs habitants (réfugiés) cette année là.

⁶⁴ Qualifié de « camp progressiste » par les historiens, il était représenté par les organisations de la Résistance palestinienne et ses alliés libanais et se caractérisait par son profil disparate en raison de l'hétérogénéité des groupes qui le composait. Voir notamment : KASSIR, *La guerre du Liban*, p. 148. Voir également : PICAUDOU, N. (1989), *La déchirure libanaise*, Bruxelles, Éditions Complexe.

⁶⁵ Elles semblent avoir été le plus souvent liées à des héritages : familles sunnites Zaaneh et Charidar, parcelle n° 1231, rue Nassif al-Yazigi et famille chiite al-Naqib (dont la rue Mustafa al-Naqib porte le nom) : héritage en 1979 d'une parcelle située rue du patriarcat syriaque (n° 1319) dont l'immeuble, construit dans les années 1940, fut récemment restauré par la société Constrict. Une autre parcelle (n° 1294) située à l'angle de l'avenue Bechara al-Khoury et de la rue Khalil Ghanem fut l'objet d'un partage entre les descendants de la famille Rouqy et de nouveaux acquéreurs chiites (famille Taqiedîn).

des instances gouvernementales puisque le secteur était considéré comme prioritaire en raison de son inclusion dans le périmètre d'action de SOLIDERE. Le calendrier de la société foncière au centre-ville eut ainsi pour conséquence de permettre au Hezbollah d'obtenir des dédommagements substantiels pour les déplacés de ce secteur⁶⁶.

À partir de 2003, des annonces furent lancées dans la presse écrite et sur les ondes par le ministère des Déplacés appelant les propriétaires dont les biens étaient toujours occupés à se signaler. Les opérations d'« évacuation », telles qu'elles sont décrites dans la presse francophone de l'époque, furent effectuées sous la surveillance du président de la municipalité de Beyrouth, Abdel Menhem al-Ariss⁶⁷. D'après certains résidents actuels de Bachoura, certaines familles bénéficièrent d'indemnités supplémentaires de la part du mouvement Amal et du Hezbollah. Bien qu'originaires pour la plupart de régions rurales du Liban, rares étaient les familles qui envisageaient un retour à leur ancien mode de vie villageois, d'autant que leurs régions d'origine (régions de Baalbeck dans la Beqaa et Sud-Liban) restaient encore largement ruinées et que les perspectives d'y retrouver un emploi étaient quasi inexistantes. Les propriétaires de Khandaq al-Ghamiq quant à eux, une fois leurs biens récupérés, s'empressèrent de les mettre en vente.

2. Les mutations contemporaines

Bachoura a ainsi souffert des travaux de l'époque chéhabiste, des destructions de la guerre et des effets en creux d'une politique de reconstruction qui concernait essentiellement le centre-ville au détriment des autres quartiers de la capitale. De cette histoire résulte une forme singulière d'enclavement qui caractérise aujourd'hui le quartier. La distinction et la hiérarchisation de ses différents espaces par ses habitants anciens et actuels résulte aussi, en grande partie, des recompositions territoriales liées à ce passé mouvementé. Du secteur de Bachoura se distinguent ainsi généralement un quartier chrétien syriaque (*hayy es-souriyîn*) correspondant à la zone aujourd'hui partiellement démolie de Khandaq al-Ghamiq (et qui était restée jusqu'en 2011 en ruines) et

⁶⁶ Justifiées notamment par l'absence d'infrastructure administrative pour la reconstruction des immeubles et maisons des régions d'origine de ces familles. SAWALHA, A., « Healing the Wounds of the War: Placing the War Displaced in Post-War Beirut », SCHNEIDER J., SUSSER, I. (éds.) (2003), *Wounded Cities. Destruction and Reconstruction in a Globalized World*, Oxford, New York, Berg, p. 271-289.

⁶⁷ Voir notamment *L'Orient-le Jour* du 17/09/2004.

le quartier aussi appelé « Basta », qui bien que situé dans le secteur de Bachoura (il correspond aux territoires situés au sud de Khandaq al-Ghamiq, entre le cimetière et la zone commerciale du souk et de la rue Zahraoui), réfère aux secteurs voisins de Basta (al-fawqa et al-tahta). Ce dernier et Bachoura sont mis en relation par la place de l'Indépendance (fig. 6) et la zone commerciale du souk al-Zahraoui. Les confins nord de Bachoura entre la rue Tyane, le cimetière, la rue Assaad Khorchid et la rue Ahmad Fares al-Chidiac sont quant à eux marqués par une zone moins densément occupée en termes d'habitat et d'activités. On y trouve une majorité d'immeubles de cinq ou six étages habités par leurs propriétaires ou par des locataires qui y paient des loyers modiques. Mais beaucoup d'appartements restent vides puisqu'ils n'ont pas été réhabilités depuis la fin de la guerre.



Fig. 6 : La place de l'Indépendance vue depuis le sud, point de jonction des rues Basta et Khandaq al-Ghamiq. Au centre, le bâtiment hexagonal des Maqâsid qui abrite un dispensaire. Source : photographie de Manal Ammar.

C'est la limite sud du quartier qui constitue son centre le plus vivant, la zone du souk Zahraoui, la place de l'Indépendance et le haut de la rue Khandaq al-Ghamiq étant très animés en journée, densément occupés par des commerces et des services de proximité. En outre, le secteur des antiquaires situé autour des rues Ahmad Tabbara et Abdel Kader Kharsa à l'ouest du cimetière, aussi connu pour avoir abrité de nombreuses imprimeries et des distributeurs de journaux, constitue une autre centralité commerciale qui attire à Bachoura une clientèle aussi issue d'autres quartiers de la ville. Antiquaires et marchands de

meubles s'y sont installés dès les années 1940, à l'époque où le développement commercial de Bachoura avait commencé à prendre le pas sur sa fonction résidentielle⁶⁸. Il avait été renforcé par l'arrivée des menuisiers du centre-ville contraints de se déplacer à Bachoura au moment de la construction de l'avenue Fouad Chéhab dans les années 1960⁶⁹. Les artisans sont aujourd'hui bien moins nombreux que les vendeurs de meubles et les antiquaires dont la marchandise est essentiellement constituée de copies locales de mobilier et d'objets décoratifs européens des XVIII^e et XIX^e siècles. Les meubles marquetés de l'artisanat syrien y occupent également une bonne place et certaines galeries proposent des objets et du mobilier du XX^e siècle.

Le quartier du souk Zahraoui qui s'étend autour des rues Abdel Hamid Zahraoui, Nassif Tello et Ibrahim Ahdab est densément habité par des locataires chiites louant des appartements aux propriétaires de même confession et, plus souvent encore, sunnites. Le marché quotidien de fruits et légumes occupe de manière permanente une parcelle rectangulaire située à l'intersection de l'avenue de l'Indépendance et de la rue Tello. Il attire des clients de Bachoura et de Basta al-Tahta. Les rues adjacentes se distinguent par leur spécialisation dans les produits manufacturés importés en grande partie de Chine. Ils accueillent aussi de très nombreux commerces de proximité (vendeurs de primeurs, bouchers, épiciers), des services (médecins, avocats, mukhtar) et des industries légères (des garages essentiellement)⁷⁰. Écoles et dispensaires du quartier reflètent aussi la mixité confessionnelle de Bachoura puisqu'ils ne semblent pas se prêter à une fréquentation exclusive de la part des chiites ou des sunnites. De nombreux élèves et patients chiites fréquentent ainsi, par exemple, les écoles et les dispensaires gérés par l'association sunnite des Maqâsid⁷¹. Deux d'entre elles se trouvent dans le même immeuble de la rue Abdel Kader Kharsa : il s'agit de l'école mixte et de l'école primaire pour filles al-Mustaqbal [le futur], nom du courant politique fondé par Rafic Hariri. Les enseignements de la première se font en anglais et arabe tandis que ceux de la deuxième sont en français et arabe. À l'est du cimetière se trouvent

⁶⁸ D'après des entretiens menés auprès d'antiquaires de Basta (2007).

⁶⁹ ZEIDAN, MAKKI HAIDAR, *Ville et patrimoine*, p. 41.

⁷⁰ Cette fonction commerciale avait déjà été repérée en 1967 par le géographe allemand Elmut Ruppert : « Les quartiers de Minet el-Hosn, Zuqâq el-Blat, Bachoura et Saïfi qui entourent le centre-ville offrent un visage contrasté du point de vue du logement, dont la part s'élève respectivement à 70,3 %, 85,7 %, 77,7 % et 64,7 %, mais montrent nettement, d'un autre côté, que ces secteurs contigus au centre-ville sont encore fortement consacrés aux activités »; RUPPERT, *Beyrouth*, p. 46.

⁷¹ Les écoles les plus proches, dépendantes d'autres circonscriptions administratives, sont l'école pour garçons de *Hawd al-Wilaya* à Zokak al-Blat et les écoles publiques de Basta al-Tahta (l'École officielle de Basta pour garçons, l'École Lamartine, et l'école de l'avenue de l'Indépendance).

deux écoles publiques : l'école mixte Zahrat Jabal Âmel [les fleurs du Jabal Âmel] et l'école al-Bachourah School récemment construite rue Tyane. Une bibliothèque municipale gérée par l'association as-Sabil et en partie financée par le Conseil régional d'Ile-de-France a ouvert depuis 2006 dans le bas de la rue Basta, à l'ouest du cimetière, près de la caserne de pompiers⁷².

Le quartier, à l'image de sa diversité confessionnelle, compte aussi trois édifices religieux majeurs : la mosquée Basta al-Tahta des sunnites construite en 1965 à l'angle de la rue Basta et de l'avenue de l'Indépendance⁷³, la *Husayniyya* Ali Ben Abi Taleb, lieu de culte chiite dédié à la mémoire de l'imâm Husayn, bâtie en 1964 à l'emplacement d'une ancienne école syriaque dans la rue Khandaq al-Ghamiq⁷⁴ et la cathédrale Saint-Georges des syriaques-catholiques, construite à la fin du XIX^e siècle dans la rue de Syrie, partiellement détruite pendant la guerre et aujourd'hui en ruine.

Le marquage politique de l'espace

Cette coexistence des chiites et des sunnites dont témoignent les usages de ces équipements se traduisait aussi, au moment de l'enquête, par un marquage de l'espace par divers signes – affiches, posters, pochoirs et drapeaux placés dans les rues, le long des immeubles ou encore collés sur les vitrines des magasins – renvoyant aux affiliations politiques des deux communautés. Cette expression territoriale des allégeances politiques s'était en outre renforcée dans la situation particulièrement troublée prévalant quand j'entamais mon enquête : celle d'un vide gouvernemental au lendemain de la guerre de 33 jours à l'été 2006 entre Israël et le Liban et de l'occupation du centre-ville, à quelques centaines de mètres de là seulement, par les partis de l'opposition (coalition du « 8 mars »)⁷⁵. L'interprétation de ces signes dessine ainsi une topographie des appartenances politiques qui révèle une imbrication étroite des espaces partisans et une extension différenciée dans l'espace du quartier, plus ponctuelle par les sunnites et plus extensive et ostentatoire par les chiites. Si

⁷² Projet financé par le Conseil régional, *L'Orient-le-Jour*, 14/11/2006, p. 5.

⁷³ GEBHARDT, SACK, BODENSTEIN (dir.), *History, Space and Social Conflict*, p. 66.

⁷⁴ Entretien avec le *mukhtar* Ali Matar dont le bureau est situé juste en face de la *Husayniyya*, mars 2007.

⁷⁵ Appelée ainsi en référence à la manifestation organisée le 8 mars 2005 par ces partis peu de temps après l'assassinat de Rafic Hariri, l'opposition rassemblait principalement les partis et courants chiites d'Amal et du Hezbollah et fut rejointe, quelques mois plus tard, par le Courant patriotique libre (CPL) du général Michel Aoun après son retour au Liban au printemps 2005, ainsi que par le Parti syrien national social (PSNS). D'autres événements ont marqué la période pendant laquelle se déroula l'enquête et notamment le siège du camp palestinien de Nahr el-Bared par l'armée libanaise pour en expulser les islamistes jihadistes de Fatah al-Islam (été 2007) et le conflit armé de mai 2008 qui se traduisit par de nombreuses incursions miliciennes dans les rues de Beyrouth et dans le reste du pays.

l'hégémonie du mouvement Amal était perceptible dans le nord du quartier du côté encore habité de Khandaq al-Ghamiq, l'allégeance au Hezbollah semblait plus marquée dans la zone commerciale de la rue Zahraoui. Pour autant, les références à l'un ou à l'autre coexistaient le plus souvent à l'échelle d'une même rue, et parfois de l'iconographie elle-même. Dans le secteur commercial de la rue Zahraoui, les chiites avaient tendance à utiliser des affiches de très grandes dimensions. Une bannière géante du secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah reconnaissant la dignité de ses partisans (« *Ya ashraf enness* ») avait été accrochée dans l'avenue de l'Indépendance sur le mur aveugle dominant le jardin public, position qui marquait l'entrée symbolique dans l'ouest beyrouthin⁷⁶. La position stratégique de la place de l'Indépendance avait aussi incité l'armée à y poster ses chars pendant les divers épisodes de troubles sécuritaires qui secouèrent le pays entre 2006 et 2008. Les soldats contrôlaient ainsi l'accès aux quartiers de l'ouest beyrouthin, de la banlieue-sud et du centre-ville, tout en tentant de prévenir le dérapage des altercations, fréquentes entre sunnites et chiites dans cette zone.

Les partisans du Hezbollah qui sillonnaient de manière incessante le quartier en mobylette afin d'y renforcer leur contrôle contribuaient aussi à marquer la coloration politique des lieux. L'implantation d'autres organes politiques dans le quartier était souvent plus discrète. Le mouvement Amal et le Parti socialiste progressiste (PSP) ont pourtant des bureaux dans la rue Saad. Les affiches et posters à l'effigie de Rafic Hariri et de son fils Saad (à la tête du Courant du futur al-Mustaqbal depuis le printemps 2005) sont aussi bien présents dans le quartier, mais de plus petites dimensions. Ils qualifient des espaces plus circonscrits comme les bureaux des maires sunnites et les abords du dispensaire de la fondation Hariri rue Zahraoui ainsi que les façades de certaines propriétés sunnites.

Khandaq al-Ghamiq

Après 2004, le contraste entre les îlots d'habitation situés autour du

⁷⁶ Elle avait été installée là à l'automne 2006 après la guerre de 33 jours vécue, en dépit des pertes humaines et des destructions massives dans l'ensemble du pays, comme une victoire pour le Parti. Voir notamment au sujet de ce conflit MERMIER, F., PICARD, E. (dir.) (2007), *Liban. Une guerre de 33 jours*, Paris, La Découverte.

cimetière de Bachoura et la zone désormais vide de Khandaq al-Ghamiq était saisissant : plus personne n'y vivait depuis le départ des déplacés, en dehors de deux ou trois familles et d'une épicerie qui y créait un semblant d'activité. Entre 2004 et 2009, la plupart des anciens propriétaires (dont il était question plus haut) vendirent leurs biens aux sociétés de gestion immobilière d'un investisseur libanais. Celui-ci, après avoir restauré deux immeubles du quartier afin d'y installer ses bureaux, puis partiellement démoli et muré ses acquisitions plus récentes, a entrepris la démolition totale d'une grande partie des immeubles en ruines de la rue du patriarcat syriaque et de sa parallèle au nord dans le courant de l'année 2011. Depuis la fin du conflit en 1990, les immeubles avaient pour la plupart leurs toitures éventrées et leurs façades orientales criblées d'impacts de balles, d'obus et de mortiers. Les destructions se raréfiaient toutefois au fur de la progression vers l'ouest et l'intérieur du quartier (fig. 11). Les traces de l'occupation des lieux par les déplacés étaient encore partout visibles. De rares meubles dispersés au milieu de gravats rappelaient les habitants originels et se fondaient aux traces des derniers occupants, bien plus nombreuses : livres, journaux, photos de martyrs accrochées aux murs, chaussures et autres objets du quotidien.



Figs. 7 et 8 : Immeubles en ruines et traces de leurs occupants successifs rue du patriarcat syriaque. Ces immeubles furent totalement démolis par leur nouveau propriétaire en 2011. Source : photographies de l'auteure (2007)

Après 2007, la plupart des immeubles furent cadennassés, les portes, escaliers et fenêtres murés et les plafonds et certains pans de murs détruits par l'actuel propriétaire qui craignait de voir revenir des déplacés qui n'auraient pas trouvé à se reloger. Ces démolitions volontaires se superposaient donc aux destructions de la guerre encore nettement visibles.



Figs. 9 et 10 : Ancienne propriété de la rue du patriarchat syriaque encore habitée par des familles déplacées (en 2003) puis partiellement démolie par son nouveau propriétaire qui souhaitait ainsi empêcher le retour des réfugiés (en 2009). La maison fut totalement rasée en 2011. Source : photographies de l'auteur (respectivement 2003 et 2009).

L'état de ruine et d'abandon généralisé du quartier au moment de mon enquête avait dans un premier temps rendu problématique l'identification de ses anciens habitants. Si les résidents de Bachoura se rappelaient bien la période d'occupation de Khandaq al-Ghamiq par les déplacés de la guerre jusqu'en 2004, ils n'entretenaient en revanche plus aucune relation avec les anciens propriétaires chrétiens qui avaient quitté le quartier entre les années 1960 et 1975. Un extrait des titres de propriété me permit toutefois d'établir les différentes phases d'occupation des immeubles. Je retrouvai aussi l'identité

des anciens résidents en observant le nom des rues du quartier : ils me menèrent à ses habitants originels (notamment les familles Saad, Tyane et Tarazi) qui me mirent en relation avec d'autres anciens propriétaires. L'analyse de leurs trajectoires résidentielles et l'écriture de la biographie de ces immeubles en ruines au moment de mon enquête et aujourd'hui presque tous disparus venait ainsi combler un vide dans l'histoire sociale et urbaine de cette région de Beyrouth⁷⁷. Sans entrer ici dans le détail des transactions foncières où transparaissent les systèmes de relations et de transmission intra-familiales, trois observations principales issues de l'enquête méritent d'être rappelées.

La première souligne l'importance des relations familiales (entre membres d'une famille étendue) dans le développement urbain et dans la structuration de la propriété foncière dans cette zone de Beyrouth. En témoignent notamment les liens ayant existé entre les familles Tyane et Saad qui toutes deux donnèrent leurs noms à des rues du quartier. Parents éloignés, ils étendirent leurs propriétés au gré de l'évolution urbaine, rapprochés dans des logements voisins de la rue Saad après l'expropriation au début des années soixante des terrains des Tyane situés sur le tracé de l'avenue Fouad Chéhab en construction. L'histoire de l'occupation des immeubles de la rue Saad révèle ainsi une géographie familiale de l'occupation du sol au tournant des XIX^e et XX^e siècles, représentative des modes d'habiter de l'époque et de la manière dont le quartier s'est progressivement développé.

Le deuxième élément concerne l'ancienne structure sociale du quartier. Khandaq al-Ghamiq avait vu naître une société constituée d'une classe moyenne et bourgeoise de propriétaires sunnites (dès 1840) puis chrétiens – maronites, syriaques-catholiques, arméniens – après 1860⁷⁸. Ces notables des sphères politiques ou d'affaires, majoritairement chrétiens à Khandaq al-Ghamiq et sunnites à Bachoura, cohabitaient avec des locataires (et de rares propriétaires) chiites arrivés dans le quartier dès les années 1940, appartenant majoritairement à des catégories sociales inférieures.

Enfin, un élément important permet de replacer dans le temps long les enjeux actuels du développement de Khandaq al-Ghamiq et de montrer la continuité existant entre les modes d'occupation du sol anciens et contemporains, quand bien même les formes en sont différentes. Il s'agit de l'étroite relation existant à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle entre l'inscription spatiale et le

⁷⁷ BRONES, Beyrouth et ses ruines (1990-2010).

⁷⁸ De nombreuses familles maronites étaient arrivées à Beyrouth après les conflits de 1860 dans la Montagne libanaise.

déploiement des propriétés familiales⁷⁹ et les congrégations religieuses (sœurs de la Charité, frères Lazaristes, congrégation Saint-Vincent-de-Paul) avec lesquelles les familles étaient liées et qui marquèrent, elles aussi, durablement ce territoire. Ainsi, la famille Tarazi s'était fortement investie dans le développement à Khandaq al-Ghamiq de l'implantation de la communauté des syriaques-catholiques, notamment en offrant des terrains ou en apportant une aide financière à la construction de la cathédrale Saint-Georges. La construction de l'autochtonie de ces familles par l'intermédiaire du religieux caractérisant, comme le montrera la partie suivante, aussi bien les communautés chrétiennes que musulmanes.

Entrepreneurs privés et instances religieuses : entre patrimonialisation et spéculation

Ce chapitre entend montrer les différentes formes d'appropriation du quartier en termes de projets urbains, qu'ils soient de nature spéculative ou patrimoniale. Sans pour autant attribuer à ces divers types d'investissement la même importance, le même rôle en termes financier et symbolique ni les mêmes effets sur la transformation du paysage et du tissu urbain, il m'a semblé intéressant de les considérer de manière conjointe. Ils constituent en effet des modes d'appropriation de l'espace qui, quoique relatifs à Bachoura, traduisent deux modalités importantes du développement urbain de la ville dans son ensemble.

Les waqf

À Bachoura, l'emprise des communautés se traduit aussi par des transactions sur le foncier de plus en plus nombreuses ces dernières années. À ce titre notamment, les usages du *waqf* illustrent le rapport existant entre la patrimonialisation et le développement urbain par l'entremise du religieux. Mais peut-être n'est-il pas inutile de rappeler d'abord que l'immobilisation des biens à des fins de bienfaisance n'est pas une particularité musulmane. Elle fut dès l'Antiquité le fait de diverses communautés religieuses qui régissent aujourd'hui elles-mêmes leurs biens *waqf*. Elles relèvent en outre d'instances – communautaires ou familiales – fort diverses. Sont ainsi rendus inaliénables (le

⁷⁹ Familles Saad, Tyane, de Tarazi et De Freije, suivies tout au long des vingt premières années du XX^e siècle, par les familles Nehmé-Tabet, Abillama, Chéhab, Bardawil, Mahfan, Chkour, Meouchy, Sehnaoui, Chekri, Adwan, Senbabe, Chabih, Rouqy, Khanajeh, Hakim, Hakimian.

mot *waqf* est dérivé du verbe *waqafa*, qui signifie « immobiliser ») divers types de biens fonciers, immobiliers ou mobiliers. L'inscription d'un bien foncier – ou de ses revenus – sous le régime du *waqf* caractérise donc un processus de patrimonialisation à caractère privatif ou semi-privé à travers lequel l'initiateur assure le maintien de biens au sein de la communauté (familiale ou élargie) mais aussi une partie de sa visibilité sociale. Les *waqf* familiaux (*waqf ahlî*) permettent aux familles de désigner des biens immobilisés et de décider de leurs destinataires tandis que ceux relevant de fondations pieuses (*waqf khayrî*) sont au bénéfice des pauvres, de l'entretien des établissements religieux et/ou de certains membres du personnel de l'institution religieuse⁸⁰.

À Bachoura comme ailleurs au Liban, le système des *waqf* traduit donc l'un des enjeux politiques majeurs de la patrimonialisation : grâce à lui, les communautés garantissent la préservation de leurs héritages en même temps que leur emprise sur un territoire. Et de la même manière que Sylvie Denoix a montré que les usages du *waqf* par les minorités urbaines instaurent une stratégie de défense plus efficace qu'une banale emprise sur le foncier par simples achats⁸¹, on observe à Bachoura des stratégies comparables de la part de diverses communautés, syriaque-catholique comme sunnite. Sandûq al-Zakât, la caisse des donations rituelles en charge de l'administration des *waqf* sunnites et relevant de Dâr al-Fatwa [siège de l'administration du mufti] avait racheté, en 2008, deux parcelles situées rue Basta, en face du cimetière. Il s'agissait ainsi de perpétuer et d'actualiser dans le même temps une autochtonie *a priori* incontestable mais pourtant discutée⁸². Si l'antériorité des sunnites dans le quartier est bien admise, attestée par de nombreux monuments et lieux de mémoire que constituent les bâtiments anciens du quartier, les noms de certaines rues, le cimetière, l'école militaire ottomane ou la présence ostentatoire de l'association des Maqâsid, l'affirmation de leur représentation actuelle semble constituer l'enjeu principal de ces réappropriations symboliques auxquelles contribue ainsi l'institution du *waqf*. Celle-ci constitue un mode de patrimonialisation opératoire en raison, aussi, de la pérennité de l'institution qui vient renforcer celle de la communauté elle-même. Les revendications de supériorité démographique des sunnites à Bachoura de la part d'anciens habitants sunnites du quartier et d'un *mukhtar*⁸³ constituent d'autres signes

⁸⁰ Voir notamment DOUMANI, B. (1998), « Endowing Family: Waqf, Property Devolution and Gender in Greater Syria, 1800-1860 », *Comparative Studies in Society and History*, n° 40, p. 3-41; DENOIX, S. (1996), « Formes juridiques, enjeux sociaux et stratégies foncières », *REMMM*, n° 79/80 (*Biens communs, patrimoines collectifs et gestion communautaire dans les sociétés musulmanes*), p. 15.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Entretien avec Muhammad Kebbi, Sandûq al-Zakât, avril 2008.

⁸³ Entretien avec Adnan Mosbah Eido, avril 2006.

de cette velléité d'appropriation territoriale, les *mukhtar* chiites du quartier et d'autres sources écrites estimant à seulement quinze le nombre de familles sunnites vivant aujourd'hui dans le quartier⁸⁴. Cette revendication d'autochtonie, que vient attiser une occupation sensible et extensive des principaux espaces publics du quartier par les résidents chiites et par les partis et mouvements politiques qui les représentent, recouvre aussi un conflit plus ancien visant à définir des catégories légitimes de citoyens sur fond de rivalités politiques inter-musulmanes aux échelles nationale et régionale.

En 2006, des ouvriers et des voisins de deux terrains où l'on démolissait d'anciens bâtiments me confièrent que les parcelles en question avaient été rachetées par le Hezbollah⁸⁵. Il est difficile de dire si ces personnes interrogées (des habitants chiites du quartier) sous-entendaient que les nouveaux propriétaires étaient chiites ou si le parti avait réellement investi ces terrains et, si tel était le cas, à quel titre il l'aurait fait. D'autres sources, sunnites celles-là, interprètent ces investissements comme une forme d'appropriation durable du quartier par le parti⁸⁶. Peut-on pour autant y voir là une impulsion de l'association Jihâd al-binâ' (*mu'assasat Jihâd al-binâ al-inmâ'iyya*) dépendant du Hezbollah, créée en 1985 à des fins de reconstruction mais aussi de promotion foncière et immobilière⁸⁷ ? Ce serait peut-être une conclusion hâtive, les relations de l'association avec le parti restant difficiles à décrypter dans un contexte où les investissements sur le terrain sont de plus en plus portés par des opérateurs privés⁸⁸. Mais que la paternité de telles opérations revienne à des entrepreneurs privés ou à d'autres affiliés au Hezbollah, il semblait intéressant de noter que ce processus d'appropriation territoriale était revendiqué par des habitants chiites et sunnites du quartier comme une mainmise politique sur les territoires urbains.

⁸⁴ KHODEIH, MEOUCHY, *Analyses of Bachoura*.

⁸⁵ Parcelles n° 357 et 358.

⁸⁶ D'après le *mukhtar* Adnan Mosbah Eido, entretien en avril 2006 et Muhammad Kebbi, responsable de Sandûq al-Zakât, avril 2008.

⁸⁷ Son financement serait issu de l'aide de l'Iran ainsi que de la redistribution locale d'aumônes religieuses (*zakât*) et du *khums* (impôt religieux versé à l'individu qui assure l'autorité religieuse (*marja'*) et qui correspond au cinquième des bénéfices réalisés dans l'année après déduction de l'ensemble des frais). Voir CATUSSE, M., ALAGHA, J., « Les services sociaux du Hezbollah, effort de guerre, *ethos* religieux et ressources politiques », MERVIN, S. (dir.) (2008), *Le Hezbollah. État des lieux*, Arles, Actes Sud. Collection Sindbad, p. 127.

⁸⁸ *Idem*, p. 126. C'est en tout cas la conclusion de la plupart des contributeurs de l'ouvrage dirigé par Sabrina Mervin, *Le Hezbollah. État des lieux*, qui ont traité de près ou de loin de cette question.

Aux environs de l'église Saint-Georges des syriaques-catholiques, les *waqf* de cette communauté disposent d'immeubles construits au début du XX^e siècle. Réinstallé dans le quartier de Badaro, non loin du musée national, le patriarcat syriaque-catholique voit en ces immeubles des témoins de l'époque de l'intégration nationale de la communauté. Bien qu'elle ne semble pas projeter de restaurer des immeubles ni l'église en ruines, leur présence garantit la stabilité de l'histoire que vient renforcer le nom de la rue (du patriarcat syriaque) où se situe l'église et une partie des biens *waqf* de la communauté. Leur destruction est donc pour le moment exclue, au contraire des nombreux bâtiments adjacents rachetés par le nouvel investisseur de Khandaq al-Gamiq, et déjà en partie démolis dans le cadre d'un projet qui transformera radicalement la structure urbaine et l'identité paysagère et architecturale du quartier. Dans un contexte où les quartiers péricentraux sont soumis à un plan de classement fortement contesté et régulièrement modifié au gré d'intérêts communs entre propriétaires et représentants de la classe politique, le statut de *waqf* semble ainsi être le seul à même de garantir la préservation des bâtiments historiques.



Fig. 11 : La rue du patriarcat syriaque, abandonnée, à l'image de cette zone de Khandaq al-Ghamiq. Ces immeubles ont tous été démolis en 2011. Source : photographie de l'auteure (2009).

De l'APSAD à Khatib & Alami : classements et déclassements

Le quartier, comme le reste de la zone péricentrale de Beyrouth, a pourtant connu deux plans de classement successifs. Le premier résultait d'un inventaire réalisé par l'APSAD (Association pour la Protection des Sites et des Anciennes Demeures) sous le mandat de Michel Eddé, ministre de la Culture entre 1992 et 1996. Celui-ci avait demandé à l'APSAD d'établir des relevés et l'inventaire du bâti des quartiers péricentraux. La mission, pilotée par l'architecte Fadlallah Dagher, avait permis le recensement d'un millier de bâtiments estimés « dignes d'intérêt », bientôt réduits à cinq cents après un débat intervenu au sujet des critères de sélection⁸⁹. L'inventaire permit toutefois la promulgation en 1996 d'un arrêté qui interdisait provisoirement la destruction des bâtiments recensés. Des commissions de spécialistes furent constituées à la demande du ministre pour mener à bien le projet de conservation dans ses dimensions technique, économique et juridique. Mais en dehors de tout cadre légal durable (loi ou décret), la décision ministérielle qui s'en suivit de geler les travaux sur les parcelles concernées fut bientôt perçue par les propriétaires comme le résultat d'une politique opportuniste et démagogue. L'objectif principal des architectes de l'APSAD était pourtant d'obtenir une réévaluation de la loi sur les antiquités de 1933, qui, bien que sensiblement modifiée par des décrets au cours des années 1990, demeure le seul cadre juridique de référence en matière de gestion du patrimoine. Des pourparlers, présidés par le ministre de la Culture, se poursuivirent jusqu'à l'automne 1996 entre urbanistes, architectes, juristes et propriétaires. Ils furent provisoirement suspendus au cours du remaniement ministériel lié à la formation du troisième gouvernement de Rafic Hariri (1996-1998) et lorsque Fawzi Hobeiche succéda à Michel Eddé à la tête du ministère, les commissions spécialisées furent dissoutes. Le nouveau ministre fut rapidement acquis aux plaintes des propriétaires et leva le gel de nombreux bien-fonds. Les architectes de l'APSAD mobilisèrent l'opinion publique et des soutiens à travers des incursions régulières dans la presse, dénonçaient les « scandales » que représentaient les démolitions de bâtiments historiques. En février 1997, la nécessité d'une réévaluation de la loi sur le patrimoine fut à nouveau à l'ordre du jour. Sur fond de polémiques entre propriétaires et associations de défense du patrimoine, Rafic Hariri forma une nouvelle commission présidée par le directeur général de la Direction Générale des Antiquités (DGA), en confiant dans un premier temps une série d'études techniques aux architectes

⁸⁹ DAGHER, F., « Le patrimoine urbain de Beyrouth : actions entreprises et perspectives », AKL, Z., DAVIE, M. F. (dir.) (1999), *Questions sur le patrimoine architectural et urbain au Liban*, Beyrouth/Tours, Alba/Urbama, p. 171.

et urbanistes de l'ancienne commission de l'APSAD⁹⁰. Leurs propositions impliquaient la mise sous étude de plusieurs zones en attendant de définir des mesures juridiques pour leur protection. Pendant ce temps, au cours de l'année 1997, de nombreux terrains continuaient d'être déclassés. Saad Khaled, alors directeur de la Direction Générale de l'Urbanisme (DGU), coordonnait les équipes techniques sous la houlette du président du Conseil Rafic Hariri. Mais ce dernier, cherchant à satisfaire une partie de l'opinion de ses soutiens (et en particulier d'un grand nombre de propriétaires) décida de manière tout à fait arbitraire que seuls deux cent cinquante bien-fonds seraient conservés dans les quartiers péricentraux. Après le refus des architectes de l'APSAD de continuer de collaborer à cette mission dont les résultats semblaient connus d'avance, la DGU se tourna vers l'agence d'ingénierie Khatib et Alami pour la réévaluation du recensement précédent avec l'impératif de ne retenir que deux cent cinquante immeubles⁹¹. C'est ainsi que furent produits les inventaires qui font aujourd'hui encore autorité auprès de la municipalité de Beyrouth⁹². Bien que le nouveau ministre de la Culture Ghassan Salamé rouvrit à partir de l'année 2000 le dossier du projet de loi sur le patrimoine avec la collaboration des architectes de l'APSAD et qu'il ait été transmis au Conseil des ministres et aux soins d'une commission parlementaire spécifique, la succession des ministres à partir de 2003 et l'instabilité politique générale depuis 2006 ne favorisèrent pas le progrès des discussions autour du patrimoine dont le sujet ne semble pas jugé prioritaire⁹³.

L'appétit des promoteurs ne s'est en revanche pas affaibli, et l'héritage de deux plans d'inventaire souvent contradictoires dans leurs diagnostics n'est que de peu d'autorité face aux intérêts de plus-values potentielles sur des terrains aussi centraux que ceux de Bachoura : ils dominent le centre-ville « reconstruit » et la mer, et sont susceptibles d'être occupés par des bâtiments bien plus importants en taille et hauteur que ceux qui les occupent actuellement⁹⁴. Une comparaison rapide des deux inventaires permet d'éclairer

⁹⁰ Et notamment à Hana Alamuddine, Fadlallah Dagher, Habib Debs, Abdel Halim Jabr et Wissam Jabr. Entretien avec Habib Debs, mai 2008.

⁹¹ Bureau initialement fondé en 1959 sous le nom de *Consolidated Engineering Company* (CEC) et qui avait été rebaptisé du nom de deux de ses fondateurs, Munir Khatib et Zuheir Alami. Entretien avec Habib Debs, mai 2008.

⁹² Qui est chargée de délivrer les permis de démolir et de construire aux promoteurs et propriétaires.

⁹³ Entretien avec Habib Debs, mai 2008.

⁹⁴ Bâti pour la plupart avant le plan d'urbanisme de 1954 qui prévoit des coefficients d'exploitation du sol (il correspond aux gabarits constructibles sur une parcelle en fonction de sa superficie) selon une distribution concentrique sur l'ensemble du territoire urbain, et dont les taux augmentent à mesure que l'on se rapproche du centre-ville (sur une échelle de un à cinq) alors que les vestiges antiques et les « monuments historiques » sont essentiellement présents dans le centre et les quartiers péricentraux.

leurs divergences : si 46 bâtiments avaient retenu l'attention des architectes de l'APSAD – dont 50 % étaient estimés d'un intérêt « fort », 34 %, d'un intérêt « faible » et 15 % d'un intérêt « moyen » –, l'inventaire de Khatib et Alami ne recense que 43 immeubles, dont aucun ne mérite la meilleure position du classement (de A à E)⁹⁵. Onze d'entre eux correspondent au type E (le plus faible), seize au type D, sept au type C et neuf au type B. Sur les 13 bâtiments communs aux deux inventaires, aucun des huit bâtiments que l'APSAD jugeait dignes d'un « intérêt fort » n'avait été retenu par Khatib et Alami.

Dans l'attente de la refonte de la loi sur le patrimoine, c'est donc ce dernier inventaire qui sert de document de référence et il semblerait que seuls les cas des immeubles classés aux catégories A et B puissent prétendre faire l'objet de négociations concernant l'octroi de permis de démolir. Si à Bachoura aucun immeuble n'avait été classé dans la catégorie A par l'inventaire de Khatib et Alami, la destruction projetée par le nouveau propriétaire de trois édifices appartenant à la catégorie B aurait dû pouvoir être contestée. Pourtant l'entreprise du nouveau propriétaire a déjà démolie en 2011 une maison bâtie en 1860 et 1920 (parcelle n° 1132). Elle était située en contrebas de l'un de ses projets les plus ambitieux dans le quartier qui prévoit la construction de seize tours de trente étages et avait fait l'objet d'un « échange » de terrains entre l'investisseur et le ministère de l'Education (sur lequel je reviendrai plus loin). Le deuxième édifice (parcelle n° 1149) appartient quant à lui au *waqf* syriaque catholique et l'immeuble qui s'y trouve reste ainsi théoriquement protégé. Le dernier immeuble (parcelle n° 1376) dont la destruction est également prévue par l'investisseur semblait avoir résisté jusqu'en juin 2012 à la pelle mécanique, ce qui laisse penser qu'il n'a peut-être pas été vendu par son propriétaire.

Le nouvel investisseur de Bachoura serait un homme d'affaires libanais sunnite d'origine syrienne probablement à l'origine de la formation de la société foncière ZRE⁹⁶. Celle-ci, dans la plus grande discrétion, rachète depuis 2007 des terrains à Khandaq al-Ghamiq. « Les terrains de la plupart des anciens propriétaires qui souhaitaient vendre leurs biens furent rachetés par différentes entreprises immobilières liées à la société foncière afin de ne pas éveiller leur suspicion quant à l'existence d'un projet global émanant d'un investisseur unique et visant, à terme, une nette revalorisation des prix des terrains. Des

⁹⁵ Enquête comparative des inventaires de Khatib et Alami et de l'APSAD. Le premier m'a été transmis par les membres du programme Majal, observatoire urbain de l'Institut d'urbanisme, Académie Libanaise des Beaux-Arts, Beyrouth. Le second provient des archives de l'APSAD consultables librement dans les bureaux de l'association à Beyrouth, rue Sursock.

⁹⁶ <http://www.zre.com.lb>

rumeurs furent aussi diffusées quant à l'identité des nouveaux investisseurs, tantôt associée au prince saoudien Walid Ben Talal, tantôt à la société foncière SOLIDERE⁹⁷. Le premier, qui jouit d'une image assez consensuelle et d'une place déjà acquise en politique est connu pour ses nombreux investissements au centre-ville et dans les quartiers péricentraux ainsi que pour les actions éducatives de son association de bienfaisance. Sa rivalité avec Rafic Hariri⁹⁸ aurait en outre eut vocation à rassurer les habitants du quartier et en particulier les mouvements politiques chiites localement dominants et hostiles aux options politiques du Courant du futur. Si au contraire la rumeur concernant SOLIDERE associait indirectement la famille Hariri (principaux actionnaires de la société foncière) aux projets, elle s'avérait plausible auprès des habitants qui avaient eu vent des velléités passées de la société foncière dans le quartier.

Parmi les sociétés immobilières créées par le nouvel investisseur de Khandaq al-Ghamiq figure la société Constrit dont on pouvait lire le nom sur l'échafaudage du chantier de construction d'une école primaire, projet dont l'histoire apparaît comme la clé de voûte du programme du nouvel investisseur dans le quartier. L'école aujourd'hui achevée occupe une parcelle située au croisement des rues Tyane et Khalil Ghanem. Présenté comme un don de la société foncière à l'État libanais⁹⁹, le projet résulte d'un échange de terrains négocié avec le ministère de l'Éducation. Ce dernier projetait de construire une école sur un terrain situé le long de l'ancien hôpital français et longeant l'avenue Fouad Chéhab¹⁰⁰. Ce projet fut déplacé rue Tyane et la société foncière entreprend de construire sur l'autre terrain seize tours de trente-deux étage chacune qui seront intégrées, à l'instar de modèles développés dans le Golfe, et notamment à Dubaï, au Beirut Digital District¹⁰¹. En dehors de ce projet-phare, les terrains rachetés aux anciens propriétaires sont aussi destinés à être lotis après une table rase architecturale qui, au contraire de celle de SOLIDERE au centre-ville, devrait garder intact le tracé des voies. Les nouveaux immeubles

⁹⁷ Entretiens avec des employés du promoteur et des habitants du quartier.

⁹⁸ MERMIER, « La mosquée Muhammad al-Amîn à Beyrouth », p. 187.

⁹⁹ <http://www.zre.com.lb/bachoura-school.php>

¹⁰⁰ L'hôpital du Sacré-Cœur, aussi appelé « hôpital français », s'était établi sur un grand terrain dans les années 1890 près d'une école arménienne où il avait remplacé une école catholique française. L'établissement arménien avait cependant continué de fonctionner jusque dans les années 1970, tout comme l'hôpital, date à laquelle le terrain fut vendu.

¹⁰¹ (<http://beirutdigitaldistrict.com/aboutBDD.html>). Ces informations ont été obtenues lors d'un entretien avec un ancien propriétaire de Khandaq al-Ghamiq et corroborées lors d'un autre entretien avec un responsable de la société Constrit (mars 2009), bien avant que le site Internet cité plus haut, qui décrit le projet, n'ait vu le jour. Les parcelles concernées sont les parcelles 1141, 1132, 1142, 1122, 1133, 1136, 1137, 1140.

résidentiels et commerciaux disposeront, outre de la vue sur le centre-ville reconstruit, d'une vue sur mer et d'une position centrale désormais recherchée.

*
* *

Ce projet d'une grande ampleur et porté par un investisseur privé unique n'est pas sans rappeler celui qui transforma vingt ans plus tôt le centre-ville voisin sous l'égide de SOLIDERE, à la différence toutefois qu'à Khandaq al-Ghamiq le rachat des parcelles s'est effectué en accord total avec les anciens propriétaires¹⁰². Il est ainsi représentatif de la manière dont la spéculation sur le foncier transforme les quartiers péricentraux en bénéficiant d'un triple déclassement qui tient moins aux bâtiments eux-mêmes (pour la plupart construits avant 1960) qu'aux valeurs et aux modes de vie qui leur sont associés et plus encore à l'emprise confessionnelle et politique des quartiers où ils se trouvent. C'est en outre au sujet de la subtile articulation des temporalités urbaines et de l'inscription des traces de l'histoire dans le projet qu'une comparaison avec le développement urbain de SOLIDERE devrait s'avérer féconde. En effet, le modèle d'un urbanisme spéculatif à grande échelle découle en partie du modèle forgé par la société foncière au centre-ville et nombreuses sont les analyses qui postulent les effets à long terme de la politique urbaine de la société foncière sur le développement des quartiers péricentraux. Mais nombreux aussi sont ceux qui, parmi les professionnels de la ville opposés dans les années 1990 au plan de reconstruction de la société foncière, déplorent qu'après avoir rasé une grande partie du bâti d'avant-guerre et dilapidé la plupart des sites archéologiques découverts au moment des travaux de déblaiement et de démolitions des ruines du centre ville, la société foncière tire aujourd'hui bénéfice d'une politique patrimoniale promue après coup, à partir de 1994. Elle a ainsi doté le (nouveau) centre-ville d'une harmonie paysagère et architecturale indéniable et recrée l'identité plurielle et cosmopolite ainsi que l'histoire millénaire de Beyrouth par l'aménagement paysager des sites archéologiques et des parcours patrimoniaux ponctués de panneaux (Heritage Trail)¹⁰³. Faut-il pour autant surestimer l'influence de ces modes d'action sur les conceptions patrimoniales des habitants de Beyrouth ? Il semble que non, puisque les effets de la spéculation sur les bâtiments anciens dans les quartiers

¹⁰² BRONES, « Khandaq al-Ghamiq ou la mémoire en ruines », MERMIER, VARIN, *Mémoires de guerre au Liban (1975-1990)*, p. 441-458.

¹⁰³ BRONES, S., « La fabrication du patrimoine beyrouthin », SAIDI, H. et SAGNES, S. (dir.) (2012), *Capitales et patrimoine à l'heure de la globalisation*, Québec, Presses de l'université Laval, p. 123-144. <http://www.solidere.com/city-center/history-and-culture/heritage-trail>

péricentraux en montrent justement les limites : l'apparent manque d'intérêt des propriétaires et des politiques à l'égard d'un héritage architectural pourtant valorisé dans les quartiers restaurés par la société foncière au centre-ville – voire totalement recréés à Wadi Abou Jmil ou à Saïfi – sont aussi révélateurs de l'inefficacité du modèle patrimonial construit par la société foncière.

Quoi qu'il en soit, le prisme patrimonial semble pertinent pour décrire l'actualité d'un quartier en transformation comme celui de Bachoura. Qu'il s'agisse de spéculation foncière ou du marquage territorial des communautés, les stratégies patrimoniales ressortissant d'acteurs privés, d'ONG ou des communautés religieuses elles-mêmes réaffirment l'emprise identitaire et les appropriations communautaires de l'espace qui font l'histoire et l'actualité de Beyrouth.